Cote du document:

Point de l'ordre du jour:

Date:

Distribution:

Original:

EB 2017/122/R.12/Add.1

6 b) iv)

4 décembre 2017

Publique

Anglais



### République du Malawi

Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits agriculteurs et les entreprises en milieu rural

Additif

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session Rome, 11-12 décembre 2017

Pour: Approbation

## Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits agriculteurs et les entreprises en milieu rural

#### Additif

L'attention du Conseil d'administration est appelée sur les ajouts et modifications ci-après à apporter au rapport du Président sur le Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits agriculteurs et les entreprises en milieu rural (EB 2017/122/R.12). Pour plus de clarté, les modifications apparaissent en caractères gras et le trait de soulignement correspond aux suppressions.

Page	iv, Résumé du financement
	Montant du prêt du FIDA: 21,00 millions d'USD
	Montant du don du FIDA au titre 21,00 millions d'USD du Cadre pour la soutenabilité de la dette:
Page:	s 2 et 3, paragraphe 8
	Le paragraphe est modifié comme suit:
	"Composante 1: Reclassement des ménages en situation d'extrême pauvreté. Cette composante contribuera à l'action que mène actuellement le Gouvernement malawien pour élaborer et mettre en place des programmes de reclassement efficaces dans les zones rurales afin de réduire les niveaux d'extrême pauvreté des ménages en situation d'extrême pauvreté, qu'ils aient ou non accès à un travail. La composante s'appuiera sur l'actuel concept de reclassement du gouvernement, et sera exécutée par les prestataires de services compétents retenus à l'issue d'une procédure d'appels à candidats Le Programme national d'appui social sous la tutelle du Ministère des finances, de la planification économique et du développement participera à l'action menée dans le cadre du Programme Le concept de reclassement adopté par le gouvernement est conforme au modèle élaboré par le Comité du Bangladesh pour le progrès rural, qui a été testé conjointement au niveau mondial par le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres et la Fondation Ford. Ce modèle compte quatre étapes principales ciblant le soutien à la consommation, l'épargne, le transfert de compétences techniques et le transfert d'actifs. Le FIDA n'interviendra qu'aux stades de reclassement 2 à 5, tandis que le gouvernement et ses autres partenaires prendront en charge le stade 1 qui consiste en des envois de fonds pour soutenir la consommation "
Page	7, paragraphe 24
	Le paragraphe est modifié comme suit:
	"Dans le cadre du programme, des états financiers des flux de trésorerie conformes aux Normes comptables internationales pour le secteur public seront préparésL'unité centrale d'audit interne du Ministère des finances, de la planification économique et du développement veillera à ce que la portée de ses travaux couvre également le programme et que les rapports soient communiqués au FIDA dans le cadre de la supervision programmatique normale. Comme c'est le cas avec les programmes actuels du FIDA, un audit externe sera supervisé par le

Bureau de l'auditeur général conformément aux Normes internationales des supérieures de contrôle des finances publiques."

#### Page 7, paragraphe 26

Le paragraphe est modifié comme suit:

"\_\_\_\_\_\_L'État fournira un financement de contrepartie pour le programme d'un montant équivalant à quelque 9,6 millions d'USD, dont quelque 3 millions d'USD sous la forme d'un transfert de fonds de l'État et le montant restant, sous la forme de droits et impôts non perçus, conformément au plan de travail et budget annuel approuvé."

#### Page 9, paragraphe 34

Les deux dernières phrases sont supprimées:

"Le programme FARMSE sera financé par le Gouvernement du Malawi, le FIDA et des participants du secteur privé. Le FIDA financera 73% (42 millions d'USD) du coût du programme par un prêt de 21 millions d'USD (50%) et un don du même montant. Le gouvernement contribuera à hauteur de 9,6 millions d'USD (17%), dont 3,1 millions d'USD (5%) financés par son fonds social d'envois de fonds et 6,5 millions d'USD (11%) par des droits et taxes. Le secteur privé intérieur contribuera à hauteur de 11% au coût total du programme, soit 6,1 millions d'USD, par des contributions en nature et en espèces à des sous-projets financés par le biais du Mécanisme d'innovation et d'élargissement. \_\_\_\_\_."

#### Page 12, paragraphe 45

La recommandation est modifiée comme suit:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant \_\_\_\_\_ de vingt et un millions de dollars des États-Unis (21 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant \_\_\_\_\_ de vingt et un millions de dollars des États-Unis (21 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

Appendice II, page 2, le cadre logique est modifié comme suit:

# EB 2017/122/R.12/Add.1

Narrative Summary	Performance Indicators	Baseline	Targets			Means of	MoV	MoV	Assumptions (A)/
			Year 1	Midterm	End Programme	verification	Frequency	responsibility	Risks (R)
GOAL								,	
To reduce poverty, improve livelihoods and enhance the resilience of rural households on a sustainable basis.	Reduced prevalence of chronic malnutrition in children under five by at least 15% (RIMS III). Improved household assets	TBD	N/A N/A						
	ownership index by at least 20% (RIMS III).								
DEVELOPMENT OBJECTIVE									
Increased access to and use of a range of sustainable financial services by rural households and	Graduation strategy and systems developed, tested at scale, and approved by GOM.		0	1	1	PMU Progress reports.	Annual	PMU	Stable political and macroeconomic environment. GOM monetary/fiscal policies and macro-economic reforms are conducive to poverty reduction.  Commitment of stakeholders (GOM, donors, private sector) to participate in poverty reduction efforts.  Absence of political interference into the autonomy financial sector.
micro, small, and medium enterprises.	Improved outreach of sustainable rural financial services to rural poor.	TBD	0	167,110	417,774 of which 125,332 will be adult women, and 83,555 will be youth	reports.	Annual		
OUTCOMES									
Component 1.0 - Ultra-poor grad	duation model development an	d testing at	scale						
Outcome 1.1 - the capacity of ultra-poor households to graduate from poverty, improve food security and secure livelihood opportunities is improved.	At least 80% of targeted household attaining food security.	N/A	0	6,000	15,000 of which 4500 will be women headed households and 3000 youth headed households	PMU Progress reports with input from GIZ.	Semi- annual.	PMU <del>/GIZ</del> .	Models can be developed to ro out successful graduation at scale (A) Stakeholders cannot agree on graduation model.
Component 2.0 - Support to Fina	ancial Innovation and Outreach	า							
Outcome 2.1 Improved access to structured and sustainable CFBO		0	0	152,223	380,574	PMU progress reports.	Monthly.	PMU/CBFO support	Sufficient demand from CBFO support organization (A) Client

Narrative Summary

Performance Indicators

Baseline Targets

Year 1 Midterm End

Programme

					Programme				
financial services.	Number of increment rural CBFO members.	0	0	36,000	90,000			organizations service providers.	take up (R).
Outcome 2.2 Enhanced capacity of FSPs to deliver demand-driven services in rural areas.	<ul> <li>Number of incremental rural clients of partner FSPs.</li> </ul>	0	0	11,160	37,200	PMU progress reports.	Annual.	PMU/Facility Manager.	Sufficient demand from FSP with quality proposals (A) Macroeconomic stability (R), client demand (R)
Component 3.0 – Strategic Partr	erships, Knowledge Generatio	n, and Po	olicy						
Outcome 3.1 Rural finance sector support organizations capacity and knowledge increased.	<ul> <li>Number of rural finance support organizations supported with rural inclusive finance good practice knowledge.</li> </ul>	N/A	2	5	10	PMU progress reports.	Annual.	PMU/M&E specialist.	Support organizations effectively support sector (A) Support organizations do not work to maintain balance between guidance and commercial dynamism (R)
OUTPUTS									, , , , , ,
Component 1.0									
New graduation model selected for rollout.	Number households reached with graduation activities.		0	6500	15000	PMU <del>/GIZ</del> progress reports.	Quarterly	PMU/M&E specialist.	Models amenable to scaling up (A) Cost of scaling up high (R)
Subcomponent 2.1									
CFBO support organizations expand network of CFBO groups.	<ul> <li>No of groups restructure &amp; consolidated.</li> <li>No of groups linked to FSPs.</li> <li>Number groups formed.</li> <li>No of value chain groups linked to markets.</li> </ul>		0 0	8000 2000 2000	20000 10000 5000	PMU/CBFO support organizations progress reports.	Quarterly	PMU/CBFO support organizations service providers.	Sufficient demand from CBFO support organization (A) Client take up (R)
Subcomponent 2.2					II.	"	-1		
Designing, innovating, and rolling out demand driven rural financial products/ services for targeted low income households.	<ul> <li>Introduction of five new/Improved sustainable financial products, services or delivery mechanisms targeting rural beneficiaries.</li> </ul>		0	2	5	Progress reports TSP reports FSP MIS	Quarterly.	PMU/Facility Manager	Sufficient demand from FSP (A) Not enough qualified proposals (R High quality TA not available (R)
Component 3.0					·		·		
Good practice financial inclusion knowledge and operating environment provided.	<ul> <li>Approved Rural Finance Policy.</li> <li>Number of rural finance awareness/knowledge forums/platforms.</li> </ul>		0	2	1 4	PMU Progress reports.  PMU Progress reports.	Quarterly.  Quarterly	PMU.	Organizations with key contributions can be identified and have sufficient capacity to undertake assignments (A) Stakeholder unwilling to work cooperatively (R).

Means of

verification

MoV

MoV

Frequency responsibility Risks (R)

Assumptions (A)/